

Radar du marché

Surprise après le second tour des élections en France: ce n'est pas le Rassemblement national qui remporte les élections, mais le Nouveau Front Populaire, l'alliance de gauche. La formation d'un gouvernement s'annonce difficile et la France s'apprête à vivre une période d'instabilité.



MESSAGES CLÉS

- 1 Le «mur de feu contre la droite» a tenu. Au second tour, le Rassemblement national a été mis en retrait. L'alliance de gauche a remporté les élections.
- 2 La formation d'un gouvernement stable s'annonce difficile. La France est sous la menace d'une impasse politique et, par conséquent, d'une période de troubles.
- 3 L'euro réagit par des baisses et les majorations de taux sur les obligations d'Etat françaises augmentent. Nous restons sous-pondérés sur les actions européennes.



GRAPHIQUE SUR LE THÈME

Le résultat des élections en France ...

... fait augmenter les majorations de taux d'intérêt (différence d'intérêt entre les obligations d'Etat de la France et celles de l'Allemagne)



Sources: Bloomberg, CIO Office Raiffeisen Suisse

Alors que l'Allemagne paie actuellement un taux d'intérêt d'à peine 2,6% pour ses obligations d'Etat à dix ans, ses homologues français doivent payer une majoration de taux de près de 70 points de base. Cela reflète la dégradation de la situation financière en France, qui devrait encore s'aggraver après le résultat des élections.

Après sa nette défaite lors des élections européennes, le président français Emmanuel Macron a voulu «clarifier» la situation en organisant de nouvelles élections en France. C'est le contraire qui s'est produit: aucun des trois camps n'a obtenu la majorité absolue à l'issue du second tour. Et comme les trois blocs politiques sont fortement divisés entre eux, la formation d'un gouvernement sera difficile.

Alors que le Rassemblement national (RN), parti de droite, était arrivé nettement en tête au premier tour des élections législatives il y a une semaine, le parti de Marine Le Pen était crédité de bonnes chances de triompher également au second tour. Ce ne fut pas le cas. Au lieu de cela, l'alliance de gauche Nouveau Front Populaire (NFP) devient désormais la première force et devrait obtenir entre 177 et 192 sièges à l'Assemblée nationale. Il est suivi par le parti centriste d'Emmanuel Macron. Le RN arrive seulement en troisième position. Au total, l'Assemblée nationale française compte 577 sièges. La majorité absolue est donc de 289 sièges. Aucun parti ne les a atteints.

La suite des événements politiques n'est pas claire. On ne sait pas non plus qui sera le nouveau chef du gouvernement. L'alliance gauche-verts n'a jusqu'à présent pas réussi à se mettre d'accord sur un candidat commun. L'ancien chef du parti populiste de gauche La France Insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, a certes revendiqué la formation du gouvernement le soir même des élections. Dans le même temps, il a souligné qu'il n'avait pas l'intention de collaborer avec le parti d'Emmanuel Macron. La France risque donc de connaître une période d'instabilité.

L'issue des élections n'est pas seulement politique, elle est également explosive pour l'économie et les marchés financiers. Le déficit budgétaire de la France s'élève actuellement à plus de 5% du produit intérieur brut (PIB) et devrait encore augmenter sous un gouvernement de gauche. L'alliance veut annuler la réforme des retraites de Macron et, en outre, augmenter sensiblement les impôts des entreprises ainsi que les impôts des personnes les plus riches. La France risque ainsi de subir une nouvelle désindustrialisation ainsi qu'une fuite de sa substance fiscale. De plus, la dette publique devrait augmenter de manière incontrôlée.

Dans une première réaction du marché à l'issue des élections, l'euro s'est affaibli. La monnaie unique s'est dépréciée de 0,25% par rapport au franc suisse. Nous continuons à tabler sur un nouvel affaiblissement de l'euro par rapport au franc et voyons la paire de devises à 0,95 sur douze mois. Les rendements des obligations d'Etat françaises ont également augmenté. La perspective de déficits budgétaires toujours plus importants et d'une augmentation correspondante de la dette publique devrait maintenir la pression sur les taux d'intérêt. En raison de la volatilité politique et de la polarisation croissante en Europe, ainsi que des problèmes économiques structurels, nous restons sous-pondérés dans les actions européennes en termes de tactique d'investissement.

Matthias Geissbühler, CFA, CMT
Chief Investment Officer (CIO)

Editeur

Raiffeisen Suisse
CIO Office
Raiffeisenplatz
9001 St-Gall
ciooffice@raiffeisen.ch

Internet

raiffeisen.ch/placements

Publications

Découvrez notre vision actuelle des marchés financiers dans nos publications
raiffeisen.ch/marches-opinions

Conseil

Contactez votre conseiller ou votre Banque Raiffeisen locale
raiffeisen.ch/web/ma+banque

Mentions légales

Ce document est destiné à des fins publicitaires et d'information générales et n'est pas adapté à la situation individuelle du destinataire. En l'espèce, il appartient au destinataire d'obtenir les précisions et d'effectuer les examens nécessaires et de recourir à des spécialistes (par ex. conseillers fiscaux, en assurances ou juridiques). Les exemples, informations et remarques mentionnés sont fournis à titre indicatif et peuvent par conséquent varier au cas par cas. Des différences par rapport aux valeurs effectives peuvent survenir en raison d'arrondis.

Ce document ne constitue ni un conseil en placement, ni une recommandation personnelle, ni une offre, ni une incitation ou un conseil d'achat ou de vente d'instruments financiers. Ce document en particulier n'est ni un prospectus, ni une feuille d'information de base au sens des art. 35 et s. ou 58 et s. de la LSF. Les conditions complètes ainsi que les informations détaillées sur les risques inhérents aux différents instruments financiers mentionnés, qui sont seules déterminantes, figurent dans les documents de vente juridiquement contraignants respectifs (par exemple les prospectus [de base], le contrat de fonds, la feuille d'information de base [FIB] / Key Information Document [KID], les rapports annuels et semestriels). Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès de Raiffeisen Suisse société coopérative, Raiffeisenplatz, 9001 Saint-Gall ou sur raiffeisen.ch. Il est recommandé d'acheter des instruments financiers uniquement après avoir obtenu un conseil personnalisé et étudié les documents de vente juridiquement contraignants ainsi que la brochure «Risques inhérents au commerce d'instruments financiers» de l'Association suisse des banquiers (ASB). Toute décision prise sur la base du présent document l'est au seul risque du destinataire. En raison des restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissantes et aux ressortissants d'un Etat dans lequel la distribution des instruments ou des services financiers mentionnés dans le présent document est limitée, ni aux personnes ayant leur siège ou leur domicile dans un tel Etat. Les performances indiquées se basent sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer les évolutions présentes ou futures.

Le présent document contient des déclarations prospectives qui reflètent les estimations, hypothèses et prévisions de Raiffeisen Suisse au moment de son élaboration. En raison des risques, incertitudes et autres facteurs, les résultats futurs sont susceptibles de diverger des déclarations prospectives. Par conséquent, ces déclarations ne représentent aucune garantie concernant les performances et évolutions futures. Les risques et incertitudes comprennent notamment ceux décrits dans le [rapport de gestion du Groupe Raiffeisen](#).

Raiffeisen Suisse ainsi que les Banques Raiffeisen font tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir la fiabilité des données et contenus présentés. Cependant, elles ne garantissent pas l'actualité, l'exactitude ni l'exhaustivité des informations fournies dans le présent document et déclinent toute responsabilité en cas de pertes ou dommages (directs, indirects et consécutifs) découlant de la distribution et de l'utilisation du présent document ou de son contenu. Elles ne sauraient par ailleurs être tenues responsables des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Les avis exprimés dans le présent document sont ceux de Raiffeisen Suisse au moment de la rédaction et peuvent changer à tout moment et sans préavis. Raiffeisen Suisse n'est pas tenue d'actualiser le présent document. Toute responsabilité quant aux conséquences fiscales éventuelles est exclue. Il est interdit de reproduire et/ou diffuser le présent document en tout ou partie sans l'autorisation écrite de Raiffeisen Suisse.